



Appel d'Offres ouvert

N°01/2018

**Choix d'un prestataire pour l'achat et l'installation des
équipements réseau informatique.**

Date de remise des plis : 01/03/2018 à 10 h

Partie 1 :

Cahier des Prescriptions Spéciales

Définition des termes et principes d'interprétation

- **Marché** : Contrat conclu entre, d'une part, La Marocaine des Jeux et des Sports et, d'autre part, la société de services, ayant pour objet le choix d'un prestataire pour l'achat et l'installation des équipements pour le réseau informatique.
- **Autorité compétente** : Le Directeur Général de la MDJS.
- **Le Maître d'ouvrage** : La Marocaine des Jeux et des Sports.
- **Candidat** : Toute personne qui participe à l'appel d'offres dans sa phase antérieure à la remise des offres ou des propositions.
- **Concurrent** : Candidat ou soumissionnaire ;
- **Attributaire** : Soumissionnaire dont l'offre a été retenue avant la notification de l'approbation du marché.
- **Titulaire** : Attributaire auquel a été notifiée l'approbation du marché.
- **Bordereau des prix** : Document qui contient une décomposition par poste des prestations à exécuter et indique, pour chacun des postes, le prix unitaire applicable.
- **Détail estimatif** : Document qui, pour un marché à prix unitaires, contient une décomposition des prestations à exécuter par poste et indique, pour chaque poste, le prix unitaire correspondant du bordereau des prix. Le détail estimatif et le bordereau des prix peuvent constituer un document unique.
- **Groupement** : Deux ou plusieurs concurrents qui présentent une offre unique. Le groupement peut être soit conjoint soit solidaire.

Qu'il s'agisse d'un engagement conjoint ou d'un engagement solidaire, l'acte d'engagement et le marché doivent préciser la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations le cas échéant ;

- **Groupement conjoint** : Engagement vis-à-vis de La Marocaine des Jeux et des Sports de chacun des prestataires, des membres du groupement à exécuter une ou plusieurs parties distinctes tant en définition qu'en rémunération des prestations prévues au marché. L'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement et dans le marché comme mandataire, est solidaire de chacun des autres membres et les représente jusqu'à la date de la réception définitive ;
- **Groupement solidaire** : Engagement vis-à-vis de La Marocaine des Jeux et des Sports de tous les membres du groupement pour la réalisation de la totalité du marché et qui doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires ; l'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement ou marché comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement jusqu'à la date de la réception définitive.

Marché passé conformément aux dispositions du règlement régissant les formes et passation des marchés de la MDJS, ainsi qu'aux textes régissant les marchés publics applicables à la MDJS.

ENTRE

Le(maître d'ouvrage), représenté par Monsieur.....(nom et qualité).

D'UNE PART

ET

Cas d'une personne morale

Mqualité

.....
Agissant au nom et pour le compte de.....(Raison sociale et forme juridique) en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Taxe professionnelle n°

Registre de commerce deSous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire RIB (24 positions).....

Ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « **TITULAIRE** »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

cas d'un groupement

||| Dans ce cas, il y a lieu de rappeler les références de la convention constitutive du groupement (article 83 du décret du 5 février 2007 relatif aux marchés de l'Etat) la nature du groupement, l'identité et les références de chacun des membres du groupement.

Les membres du groupement constitué aux termes de la convention
.....(les références de la convention) soussigné :

~ Membre 1 :

Mqualité

.....
Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs
qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de commerce deSous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

.....
Compte bancaire RIB (24 positions).....

ouvert auprès de.....

~ Membre 2 :

(Servir les renseignements le concernant)

~

~ Membre n :

~

~

.....
Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant
M..... (prénom, nom et qualité) en tant que mandataire
du groupement et coordonnateur de la réalisation des **fournitures**, ayant un compte bancaire commun
RIB (24 positions).....

ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « **TITULAIRE** »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1: OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet le choix d'un prestataire pour l'achat et l'installation des équipements du réseau informatique pour la Marocaine des Jeux et des Sports.

ARTICLE 2: CONSISTANCE

Les prestations objet du présent marché sont considérées en lot unique et consistent en l'achat et l'installation des équipements du réseau informatique par la Marocaine des Jeux et des Sports (MDJS).

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents constitutifs du marché sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. L'offre technique
3. Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) ;
4. La décomposition du montant global
5. Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 4 : REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ

Les parties contractantes du marché sont soumises aux dispositions des textes suivants :

- Règlement des marchés de la MDJS ;
- Loi n° 69.00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes et ses textes d'application ;
- Textes législatifs et réglementaires régissant la MDJS.

Le titulaire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 5 : VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

Le présent marché ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente. L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement des travaux.

ARTICLE 6 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU TITULAIRE

Aussitôt après la notification de l'approbation du marché, la MDJS remet gratuitement au titulaire, contre décharge, les documents constitutifs du marché en l'occurrence les pièces expressément désignées à l'article 3 du présent CPS à l'exception du cahier des clauses administratives générales. Le Maître d'ouvrage ne peut délivrer ces documents qu'après constitution du cautionnement définitif, le cas échéant.

ARTICLE 7 : ELECTION DU DOMICILE DU TITULAIRE

Toutes les correspondances relatives au présent marché sont valablement adressées au domicile du titulaire_ sis au

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser la MDJS dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

ARTICLE 8 : SOUS-TRAITANCE

Si le titulaire envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit requérir l'accord préalable du maître d'ouvrage auquel il est notifié la nature des fournitures à sous-traiter, la raison ou la dénomination sociale, l'adresse et l'identité des sous-traitants et une copie conforme du contrat de la sous-traitance. La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché. Les fournitures énumérées ci-après ne peuvent faire l'objet de sous-traitance :

.....;

ARTICLE 9 : DUREE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée de deux mois (2 mois).

Le délai de livraison court à partir de la date prévue par l'ordre de service prescrivant le commencement de la mission. Cet ordre de service doit intervenir avant le.....2018.

ARTICLE 10 : NATURE DES PRIX

Les prestations du présent marché seront rémunérées sur la base de prix forfaitaires.

Les prix forfaitaires du marché sont ceux prévus au bordereau des prix-détail estimatif annexé au présent cahier des prescriptions spéciales.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de la réalisation des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au titulaire une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la livraison de la prestation objet du présent appel d'offre.

ARTICLE 11 : CARACTERE DES PRIX

Le présent marché est passé à prix fermes. Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix du règlement.

ARTICLE 12 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à dix mille (10.000) dirhams.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3 %) du montant initial du marché.

Le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à l'Etat dans le cas où le titulaire ne réalise pas son cautionnement définitif dans un délai de 30 jours suivant la date de la notification de l'approbation du présent marché.

Le cautionnement définitif sera restitué ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des fournitures.

ARTICLE 13 : RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie sera prélevée sur les acomptes. Elle est égale à dix pour cent (10 %) du montant de chaque acompte.

Elle cessera de croître lorsqu'elle atteint sept pour cent (7%) du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée, à la demande de l'entrepreneur, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

La retenue de garantie est restituée ou la caution qui la remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des travaux.

ARTICLE 14: ASSURANCES - RESPONSABILITE

Le titulaire doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement de réalisation des fournitures, les copies des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir tous les risques inhérents à la réalisation du marché.

ARTICLE 15 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

Le titulaire garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service.

Il appartient au titulaire le cas échéant, d'obtenir les cessions, licences d'exploitation ou autorisations nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes.

ARTICLE 16 : MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON

Avant l'édition des livrables définitifs, la MDJS disposera d'un délai d'appréciation de 15 Jours pour examiner lesdits livrables provisoires. A l'issue de cet examen, les remarques et observations de la MDJS seront notifiées au titulaire de marché découlant de cet appel d'offres pour lui permettre de procéder à l'édition des livrables définitifs de chaque phase.

ARTICLE 17 : RECEPTION PROVISOIRE

A l'achèvement des prestations et en application du règlement des marchés de la MDJS, le maître d'ouvrage s'assure en présence du prestataire de la conformité des prestations aux spécifications techniques du marché et prononcera la réception provisoire.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire.

S'il constate que les prestations présentent des insuffisances ou des défauts ou ne sont pas conformes aux spécifications du marché, le prestataire procédera aux réparations et rectifications nécessaires conformément aux règles de l'art. A défaut, la réception ne sera pas prononcée, et le délai d'exécution ne sera pas prorogé pour autant.

ARTICLE 18 : DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à trois ans à compter de la date de la réception provisoire.

Pendant le délai de garantie, le prestataire sera tenu de procéder aux rectifications qui lui seraient demandées en cas d'anomalies ou imperfections constatées et de remédier à l'ensemble des imperfections ou anomalies sans pour autant que ces prestations supplémentaires puissent donner lieu à paiement.

Article 19 : MODALITES DE REGLEMENT

Le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une facture appuyée par les bons de livraisons et établie en trois exemplaires décrivant les livrables, le montant total à payer ainsi que tous les éléments nécessaires à la détermination de ce montant.

Le règlement sera effectué sur la base desdites factures en application des prix du bordereau des prix, déduction faite des pénalités de retard, le cas échéant.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au titulaire seront versées au Compte bancaire RIB (24 positions).....ouvert auprès

g

γ

de.....(la banque, la poste ou la trésorerie générale du Royaume).

ARTICLE 20 : RÉCEPTIONS DÉFINITIVE

La réception définitive sera prononcée à l'issue de la période de garantie fixée à l'article 18 ci-dessus.

ARTICLE 21 : PÉNALITÉS POUR RETARD

A défaut d'avoir terminé les installations dans les délais prescrits, il sera appliqué au prestataire une pénalité par jour calendaire de retard de 1 ‰ (un pour mille) du montant global du marché.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à dix pour cent (10 %) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable.

ARTICLE 22 : RETENUE À LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ÉTRANGERS NON RÉSIDENTS AU MAROC ET OBLIGATIONS DE TVA

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des fournitures réalisées au Maroc dans le cadre du présent marché.

Le titulaire se doit également d'accomplir ses obligations fiscales en matière de TVA applicables aux entreprises non résidentes

ARTICLE 23 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Le titulaire doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu l'enregistrement et timbre du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 24 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le titulaire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des actes de corruption, à des manœuvres frauduleuses, et à des pratiques collusoires, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le titulaire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

ARTICLE 25 : RESILIATION DU MARCHÉ

La résiliation du marché peut être prononcée conformément aux dispositions prévues par le règlement des marchés de la MDJS.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du titulaire, la MDJS, sans préjudice des poursuites

judiciaires et des sanctions dont le titulaire est passible, peut par décision motivée, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés qu'elle lance.

ARTICLE 26 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si en cours de la réalisation du marché, des différends et litiges surviennent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler celles-ci dans le cadre des stipulations des articles 71 et 72 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

Les litiges entre le maître d'ouvrage et le titulaire sont soumis aux tribunaux marocains compétents.

ARTICLE 27 : CONFIDENTIALITE

Tant pendant le cours du présent contrat, qu'après son expiration et pour quelle que cause que ce soit, le titulaire s'interdit formellement de divulguer les renseignements techniques ou commerciaux qu'il aurait été amené à connaître sur la MDJS, les produits diffusés par celui-ci ou les services de celui-ci.

Le titulaire s'engage tant en son propre nom qu'au nom de ses salariés.

Le titulaire assurera la protection des renseignements contenus dans les documents confiés par la MDJS avec autant de soin que s'il s'agissait de données relatives à ses propres affaires.

Le titulaire s'engage à faire respecter ses dispositions par tous ses collaborateurs et s'engage également à ne pas publier ni exposer en public de quelque manière que ce soit, les travaux effectués par lui sans une autorisation écrite de la MDJS.

Le prestataire prendra toutes les mesures nécessaires pour préserver le caractère confidentiel des informations. Ces mesures ne pourront pas être inférieures à celles prises par lui pour la protection de ses propres informations confidentielles.

Le prestataire s'engage à ne communiquer lesdites informations qu'aux interlocuteurs identifiés dans le présent accord.

Le prestataire s'engage à prendre toutes les dispositions pour que les interlocuteurs de la MDJS, traitent lesdites informations conformément aux dispositions de confidentialité.

ARTICLE 28 : ENGAGEMENT SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données ne peuvent être utilisées par le titulaire dans un but autre que celui de fournir les prestations à la MDJS conformément au contrat. Elles ne peuvent être divulguées, transférées, louées ni d'une quelconque manière cédées, ou exploitées.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre des procédures de traitement des données de la MDJS à la stricte préservation de leur indépendance et de leur intégrité. En outre, le titulaire procédera au traitement des données de la MDJS en conformité stricte avec les règles de droit marocain éventuellement applicables à la protection des données personnelles (loi 09-08).

ARTICLE 29 : ENGAGEMENT SUR LA RESPONSABILITE SOCIALE

Le prestataire s'engage à ne pas recourir au travail des enfants âgés de moins de 15 ans et de respecter la législation sociale en vigueur en matière de déclaration des salariés à la CNSS, de paiement régulier de leurs cotisations, de droit syndical et de la santé et sécurité des collaborateurs. En cas de manquement à cet engagement, la MDJS se réserve le droit de mettre fin au marché.

ARTICLE 30 : PROPRIETE INTELLECTUELLE

Tous les documents réalisés par le Titulaire pour les besoins de la MDJS ainsi que les résultats obtenus dans le cadre du présent Contrat, qu'ils soient sous forme écrite ou sous toute autre forme lisible par l'homme ou par la machine, seront et resteront la propriété exclusive de la MDJS qui lui sera transférée au fur et à mesure des réceptions, sans limitation de durée et dans la limite des droits des tiers.

ARTICLE 31 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions du dahir du 28 août 1948 relatif au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

- 1°) la liquidation des sommes dues par la MDJS (maître d'ouvrage), en exécution du présent marché sera opérée par les soins du Service liquidateur de la MDJS ;
- 2°) le fonctionnaire, chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemements ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 7 du dahir du 28 août 1948, est le Directeur Support de la MDJS.
- 3°) les paiements prévus au présent marché seront effectués par le comptable chargé du paiement, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

Le maître d'ouvrage délivre sans frais, au prestataire, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention " exemplaire unique" et destiné à former titre conformément aux dispositions du dahir du 28 août 1948 relatif au nantissement des marchés publics. Les frais de timbre de l'original du marché et de l'exemplaire unique remis au prestataire sont à la charge de ce dernier.



Partie II : REGLEMENT DE CONSULTATION

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres n° 01/2018 lancé en application des dispositions du règlement fixant les conditions et les formes de passation des marchés de La Marocaine Des Jeux et des Sports ainsi que certaines dispositions relatives à leur contrôle et à leur gestion a pour objet le choix d'un prestataire pour l'achat et l'installation des équipements du réseau informatique.

ARTICLE 2: REPARTITION EN LOTS

Les prestations sont livrées au titre du présent marché en un lot unique consistant en l'achat et l'installation des équipements du réseau informatique au siège de la MDJS sis au 33, boulevard Rachidi, Casablanca

ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres doit comprendre:

- a. Copie de l'avis d'appel d'offres ou de la circulaire selon le cas;
- b. Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales;
- c. Le modèle de l'acte d'engagement;
- d. Le modèle du bordereau des prix et du détail estimatif (*lorsqu'il s'agit d'un marché à prix unitaire*) ;
- e. Le modèle de la décomposition du montant global par poste avec indication ou non des quantités forfaitaires (*lorsqu'il s'agit d'un marché à prix global*);
- f. Le modèle du cadre du sous détail des prix, le cas échéant;
- g. Le modèle de déclaration sur l'honneur;
- h. Le présent règlement de consultation.

ARTICLE 4 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ledit dossier et publiées sur le portail des marchés de l'État : www.marchespublics.gov.ma

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date d'ouverture des plis prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres, cette nouvelle séance doit intervenir par un avis modificatif dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de la modification sans que la date de ladite séance ne soit antérieure à celle initialement prévue.

ARTICLE 5: RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents au siège de la MDJS à 33, Boulevard RACHIDI CASABLANCA, dès la parution de l'avis d'appel d'offres au portail des marchés de l'État ou au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres.

Le dossier d'appel d'offres est mis gratuitement à la disposition des concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le portail des marchés de l'Etat (www.marchespublics.gov.ma) et sur le site www.mdjs.ma

Il peut également être envoyé par voie postale aux concurrents qui le demandent par écrit à leurs frais et à leurs risques et périls.

ARTICLE 6 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS

Les demandes d'informations ou renseignements formulées par les concurrents doivent être adressées dans un délai de sept (07) jours au moins avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis au bureau du maître d'ouvrage sis à 33, Boulevard RACHIDI CASABLANCA

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent sera communiqué aux autres concurrents le même jour et au moins trois (3) jours avant la date prévue pour



la séance d'ouverture des plis et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique.

Les éclaircissements ou les renseignements seront également publiés sur le Portail des marchés de l'État.

ARTICLE 7: CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

1- Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties suffisantes auprès du comptable chargé du recouvrement;
- Sont affiliées à la CNSS et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaires auprès de cet organisme.

2- ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui sont :

- En liquidation judiciaire.
- En redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
- Ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 24 ou 85 du décret n° 2-06-388 du 05 février 2007 sur les marchés de l'Etat.

ARTICLE 8 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET QUALITES DES CONCURRENTS

Chaque concurrent doit présenter un dossier administratif et un dossier technique.

1. LE DOSSIER ADMINISTRATIF doit comprendre :

- a. La déclaration sur l'honneur comprenant les indications et les engagements conformément à l'annexe 2.
- b. La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent.
- c. L'attestation ou copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.
- d. L'attestation ou copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par la CNSS certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme.
- e. Le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire tenant lieu, le cas échéant.
- f. Le certificat d'immatriculation au registre de commerce.
- g. Le CPS ainsi que le présent règlement de consultation paraphé et signé à la dernière page par le représentant du soumissionnaire.

En cas de groupement joindre au dossier administratif une copie légalisée de la convention de la constitution du groupement accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations le cas échéant.

Les concurrents non installés au Maroc doivent fournir l'équivalent des attestations visées aux paragraphes c, d et f ci-dessus délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance, et à défaut, une déclaration faite devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié lorsque de tels documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

2. LE DOSSIER TECHNIQUE doit comprendre:

- a. Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des missions similaires qu'il a réalisées ou auxquelles il a participé.
- b. Les attestations délivrées par les acheteurs publics ou privés avec indication de la nature, le montant, les délais et les dates de réalisation desdites missions, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire. Les attestations doivent être datées de moins de 3 ans. Ne seront retenues que les attestations en relation avec le domaine du présent appel d'offre. L'attestation doit faire référence aux prestations similaires que le soumissionnaire compte réaliser.
- c. La liste du personnel ainsi que leurs CV détaillés que le soumissionnaire s'engage à affecter à la présente mission.

ARTICLE 9 : OFFRE TECHNIQUE

Les concurrents doivent présenter une offre technique faisant ressortir leur capacité à réaliser des prestations équivalentes. A cet effet, ils doivent fournir les documents suivants :

1. Spécifications techniques et description fonctionnelle des produits et équipements

Les produits et équipements proposés doivent répondre aux exigences du présent CPS. Le soumissionnaire doit ainsi remettre à la MDJS dans son offre, toutes les informations concernant les fonctionnalités des produits et équipements matériels/logiciels, les précisions quant à l'environnement d'exploitation, les exigences techniques ainsi qu'une description fonctionnelle.

2. Liste de l'équipe à affecter :

Le candidat doit préciser l'équipe qui sera affectée au projet. Cette équipe sera évaluée en fonction de la qualification de ses membres et particulièrement de leurs expériences dans le domaine objet du marché.

3. La démarche proposée :

La démarche doit être suffisamment détaillée pour informer le maître d'ouvrage des dispositions que compte prendre le soumissionnaire pour réaliser les prestations conformément à l'offre qui sera adoptée et ce dans les délais prescrits. Un planning détaillé doit être joint dans la réponse. Ce planning doit comprendre les actions envisagées, les responsabilités, délais, actions ainsi que la durée.

Article 10 : OFFRE FINANCIERE

Chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

- L'acte d'engagement ;
- Le bordereau des prix et détail estimatif ;
- Le sous détail des prix, le cas échéant ;
- La décomposition du montant global, le cas échéant

Le montant de l'acte d'engagement doit être indiqué en chiffres et en lettres.

En cas de discordance entre le montant en chiffres et celui en lettres c'est le montant indiqué en lettres qui fait foi.

ARTICLE 11 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CONCURRENTS

Le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant:

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- Le numéro de l'avis d'appel d'offres ;
- L'objet du marché et l'indication du lot concerné, le cas échéant ;
- La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;

- L'avertissement que « les plis ne doivent être ouverts que par le Président de la commission d'appel d'offres lors de la séance d'examen des offres ».

Ce pli contient trois enveloppes comprenant :

- a. **La première enveloppe**: comprend le CPS signé et paraphé, le dossier administratif et le dossier technique. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, la mention « dossiers administratif et technique ».
- b. **La deuxième enveloppe** : contient l'offre technique du soumissionnaire. Elle doit être cachetée et porter de façon apparente, la mention « offre technique ».
- c. **La troisième enveloppe** : comprend l'offre financière du soumissionnaire. Cette enveloppe doit être cachetée et porte de façon apparente, la mention « offre financière ».

ARTICLE 12 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Les plis sont au choix des concurrents, soit :

- déposés contre récépissé dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres,
- envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité.
- remis, séance tenante au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis. Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le Maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

ARTICLE 13 : RETRAIT DES PLIS

Tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour l'ouverture des plis. Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le Maître d'ouvrage dans le registre spécial tenu à cet effet.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les mêmes conditions fixées par le règlement des marchés de la MDJS.

ARTICLE 14: OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES SOUMISSIONNAIRES

L'ouverture et l'examen des offres et l'appréciation des capacités des soumissionnaires s'effectuent conformément aux dispositions du règlement des marchés de la MDJS.

ARTICLE 15 : CONSTITUTION DES OFFRES et CRITERES D'EVALUATION

L'examen des offres techniques concerne les seuls candidats admis à l'issue de l'examen des dossiers administratif et technique, et ce conformément à l'article 14 ci-dessus. Une attention particulière sera portée lors de l'étude du dossier administratif et technique aux attestations de références qui doivent être conformes aux exigences du présent appel d'offres.

Les attestations de références établies comprenant les informations concernant la nature du projet, la durée de mise en place. Seules les attestations de référence sur les projets similaires seront retenues et permettront à la société soumissionnaire d'être retenue dans la suite de la procédure ;




L'évaluation des offres techniques se présente comme suit :

- Critère 1 : Spécifications et description fonctionnelle et gestion de projet : Noté sur 40 : le critère d'évaluation retenu sera la conformité de l'offre aux exigences du présent CPS.
- Critère 2 : CV des intervenants : Noté sur 20 : le critère d'évaluation retenu est la qualité des intervenants proposés et leur expérience dans le domaine du présent appel d'offres.
- Critère 3 : Références : nombre d'installations similaires Noté sur 20 à raison de 5 points par référence. Cette note s'appuie sur les attestations de références fournies par le soumissionnaire. Seules les attestations de référence de projets similaires de moins de trois années seront acceptées.
- Critère 4 : Garantie / maintenance : Noté sur 20. Elle couvre :
 - La garantie de l'installation et le paramétrage (Bon fonctionnements)
 - La garantie du matériel installé.

L'attribution de la présente consultation se fera via rapport de comparaison des soumissionnaires ayant répondu dans les délais. Cette comparaison est effectuée sur la base de différentes grilles selon la chronologie suivante :

- Evaluation technique (axe fonctionnel, technique et de mise en œuvre, références dans des projets similaires).

- Evaluation financière.

Les soumissionnaires ayant obtenus une note technique supérieure à 70, seront retenus pour l'ouverture des plis financiers.

Sera déclaré adjudicataire le candidat ayant obtenu la note globale la plus élevée c'est à dire la note RTf la plus grande.

La note rtf est obtenue comme suit : $70 \% Nt(i) + 30 \% Nf(i)$

$Nt(i)$ = note technique

$Nf(i)$ = note financière déterminé selon la formule $[1 - (Ci - Cm)] \times 100 / Cm$

Cm = coût le moins disant

Ci = coût proposé par le candidat

ARTICLE 16 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Si dans ce délai le choix de l'attributaire n'est pas arrêté, le Maître d'ouvrage pourra demander aux soumissionnaires par lettre recommandée avec accusé de réception de prolonger la validité de leurs offres. Seuls les soumissionnaires qui auront donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage resteront engagés pendant le nouveau délai.

ARTICLE 18 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les soumissionnaires.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre doit être exprimée en monnaie étrangère convertible. Dans ce cas, pour être évaluées et comparées, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis donné par Bank Al-Maghreb.




ARTICLE 19 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES

Les pièces des offres présentées par les concurrents doivent être établies en langues arabe ou française.

Fait àle

SIGNE PAR : (Ordonnateur)


MDJS S.A
Au Capital de 5.000.000.00 Dh
Sis 33, Bd. Rachidi - Casablanca
Rc: 215593 - IF: 01066118





Partie III
Cahier des Prescriptions Techniques

1. Objet

Le présent appel d'offres a pour objet **l'acquisition et la mise en œuvre de matériels réseau informatique** pour le compte de la Marocaine Des Jeux et des Sports.

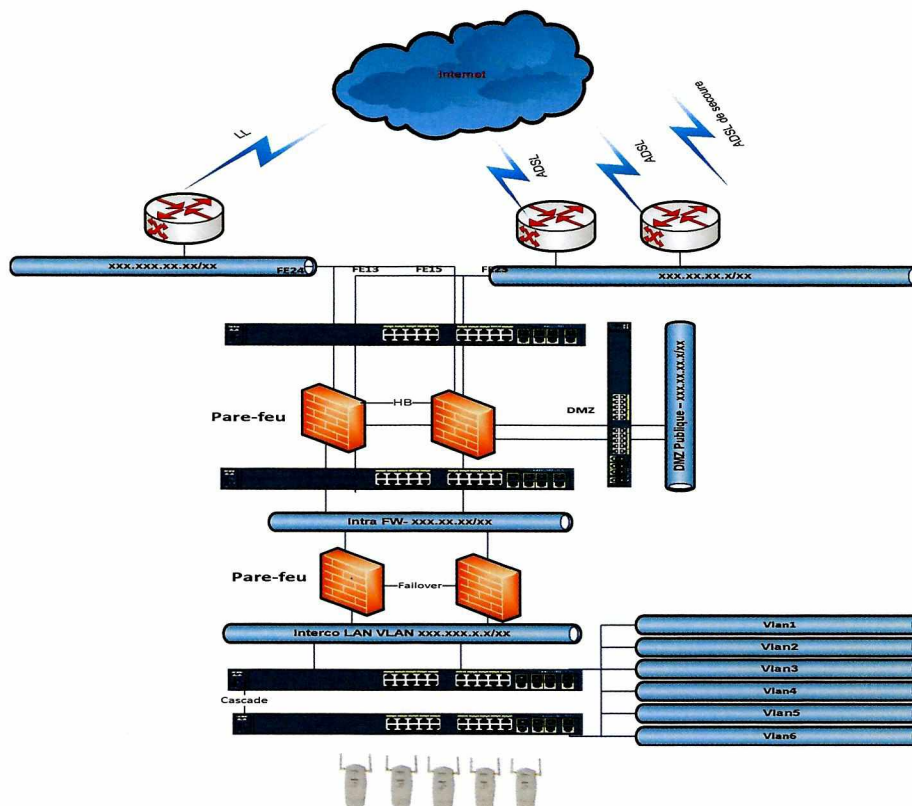
Le nouveau matériel devra garantir à la Marocaine Des Jeux et des Sports une meilleure protection de son réseau informatique interne et assurer une très haute disponibilité en cas de panne.

2. Description de l'existant.

a. Architecture réseau

L'architecture réseau actuelle de la MDJS est composée de :

- Une ligne Internet « IAM » louée, dédiée pour l'activité de la MDJS.
- Deux lignes Internet pour la navigation de l'ensemble des utilisateurs et visiteurs.
- Une ligne Internet de backup pour la navigation en cas de problème.
- Premier étage de pare-feu composé de deux pare-feu en mode actif/actif « Front office ».
- Deuxième étage de pare-feu composé de deux pare-feu en mode actif/passif « Back office ».
- Trois Switchs pour la connectivité entre les différentes zones réseau.
- Deux Switchs gérables pour les différents Vlan.
- Cinq points d'accès Wifi dispatchés sur l'ensemble du bâtiment.



L'architecture réseau actuelle est basée sur le principe de découpage des niveaux « n-tiers » :

- Zone de routage : constitue le premier réseau de routage et d'accès à Internet.
 - Front office : constitue la première ligne de Firewalling du réseau interne de la MDJS et assure l'implémentation de la zone DMZ.
 - Back office : constitue la deuxième ligne de Firewall du réseau interne de la MDJS.
 - Zone DMZ publique : constitue le premier segment du réseau accessible depuis l'extérieur.
 - Le réseau interne (LAN) : constitue le réseau le plus sensible et le plus sécurisé de la MDJS.
-
- L'objectif de ce cloisonnement du réseau est de :
 - Séparer les différentes zones de confiances.
 - Assurer une meilleure séparation des flux.
 - Assurer une meilleure protection des services IP (Internet Protocol).

b. Inventaire.

Equipement Marque	Référence	Nombre
Cisco	Router 1921	2
Cisco	Router 1941 A la propriété du provider	1
Switch CNET	CSH-2400-24	2
INTEX	INTEX-10/100-24	1
Fortinet	FortiGate 60C	2
Cisco	5510 Security Plus license	2
Switch CISCO	WS-C2960S-48TS-L	2
ALTAI	C1	5

c. Vlans

Equipement Marque
Directeurs
Responsable
Utilisateurs
Visiteurs
Imprimantes
Serveurs

d. Points d'accès WiFi

Les cinq points d'accès wifi actuels couvrent l'ensemble du bâtiment et diffusent quatre SSID. Chaque SSID permet l'accès à un des VLAN déjà existant dans la segmentation actuelle du réseau selon le profil utilisateur.

3. Expression des besoins

a. Architecture réseau cible

i. Présentation

Le soumissionnaire devra s'appuyer sur l'architecture réseau actuelle et proposer une nouvelle architecture réseau qui respectera les meilleures pratiques dans le domaine, à savoir, une sécurité maximale et une très haute disponibilité.

- L'architecture réseau cible doit assurer un Load balancing total au niveau des accès Internet de navigation, A noter que nous comptons mettre en place cinq lignes internet FTTH pour la navigation. Chaque ligne est dédiée pour un VLAN plus une ligne de secours.
- L'architecture réseau cible doit assurer une haute disponibilité totale par une redondance actif/actif de tous les équipements, à savoir, les Switches et les firewalls.
- L'architecture réseau cible doit assurer une protection réseau via des firewalls à deux niveau et deux technologies différentes pour une isolation maîtrisée des réseaux.
- L'architecture réseau cible doit assurer un accès réseau sans fil couvrant l'ensemble du bâtiment de la MDJS et permettant un accès utilisateur totalement sécurisé et par profil « Utilisateur, Directeur, Visiteurs... ».
- Un test d'intrusion sera réalisé pour évaluer la sécurité du réseau, le prestataire devra corriger toute anomalie détecté.

L'architecture réseau cible devra être :

- Incontournable : aucun moyen connu permettant de la contourner ou de l'ignorer ne doit exister au moins dans sa mise en œuvre.
- Exhaustive : par rapport aux exigences formulées mais surtout par rapport au résultat fonctionnel escompté.
- Infalsifiable : elle ne doit pas pouvoir être modifiée par un tiers (externe ou interne sans habilitation).
- Vérifiable : elle devra permettre de mesurer la sécurité apportée par les nouveaux mécanismes.

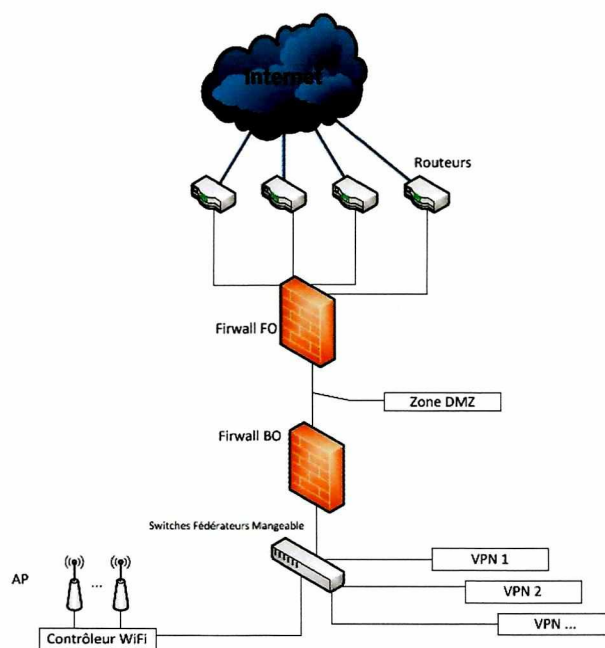
ii. Dimensionnement

Il est important de préciser que les éléments de dimensionnement indiqués ci-après s'inscrivent dans un cadre d'orientation indicative et minimale. Par conséquent, le soumissionnaire est invité à apporter toutes les améliorations nécessaires au bon fonctionnement de la solution tout en apportant des justifications explicites de la performance des équipements qui la composent en tenant compte notamment des paramètres suivants :

- L'architecture cible devra supporter le parc applicatif actuel de la MDJS composé d'une trentaine de serveurs, ainsi que la charge au quotidien de 150 utilisateurs simultanés.
- L'architecture cible devra supporter 150 utilisateurs possédant une boîte aux lettres au niveau de la solution de messagerie interne, en moyen, un échange de 50 message électronique chaque jour par utilisateur.

- L'architecture cible devra supporter à terme la connexion de 150 stations de travail à Internet avec environ 150 utilisateurs internes accédant simultanément à l'Internet.
- L'architecture doit être basée sur les dernières technologies et standards et permettre la sécurité, la disponibilité, l'évolutivité et un service de qualité à l'ensemble des utilisateurs internes et externes du réseau.
- Les équipements de l'architecture cible devront fournir les meilleures performances d'interactions avec les autres équipements, de façon à obtenir une meilleure homogénéité.
- L'architecture cible devra respecter les exigences de compatibilité et d'intégration avec l'architecture existante.

iii. **Description technique**



À noter que cette architecture cible est élaborée à titre indicatif et n'est pas nécessairement exhaustive. Le fournisseur est tenu d'apporter, avec des justifications explicites, toute proposition susceptible d'apporter une valeur ajoutée sûre au fonctionnement global de la solution cible au regard des besoins fonctionnels escomptés.

iv. Routeurs

Le soumissionnaire doit proposer des routeurs performants, très avancés en termes de routage, supporte la fibre optique et de qualité de service permettant de router les flux entrant et sortant « Internet, Accès distant et VPN » et doit avoir les caractéristiques minimales suivantes :

- Type de châssis : 1U, 19''
- Disposer au moins des ports suivants :
 - 4 ports Gigabit Ethernet
 - 1 port RJ-11 pour DSL
 - 1 port fibre optique
 - Ports console de management
- RAM : 64 Mo.
- Protocoles de routage dynamiques : RIPv1 et RIPv2.
- Protocoles : ATM, PPPoA, PPPoE.
- Support du protocole DHCP : serveur, relais, client.
- De technologie IP Statefull Inspection : décision de filtrage entrant et sortant en fonction des états de toutes les connexions (TCP, UDP, etc.).
- Traduction d'adresses de réseau NAT et de port PAT.
- Supporte les protocoles de cryptage : IPSec pass-through, PPTP pass-through, L2TP pass-through.
- Gestion de la qualité de service avancée QoS : WeightedFair Queuing (WFQ), Policy Based Routing (PBR).
- Filtrage de tous type de flux entrants et sortants : Telnet, FTP, TFTP, SMTP, SNMP, POP3, HTTP, H323, Vidéo.
- Support des protocoles d'authentification : TACACS+, RADIUS.
- Authentification, Autorisation et Accounting.
- Doté d'une interface d'administration moderne (Interface ligne de commande et Web, conviviale et sécurisée).
- Disposer d'une dernière version d'IOS software avec possibilité d'Upgrade
- La solution devra figurer parmi les leaders dans le dernier Gartner.
- Quantité : 03
- Garantie 3 ans

Le soumissionnaire est appelé à proposer des scénarios ou des mécanismes de renforcements des liaisons Internet le basculement et la réparation de charge entre les lignes Internet en cas de problème de façon à obtenir une meilleure gestion de la bande passante avec une meilleure qualité de service QOS (**Quality of Service**) pour les utilisateurs.

v. Système de Firewalling

- L'architecture cible est basée sur un système de firewalling en architecture Dos à Dos. Les deux étages de firewalling proposés devront être de technologies différentes.
- Le déploiement des deux étages de firewalling doit permettre d'éviter et de contrecarrer toutes les éventuelles attaques, tentatives d'intrusions, de piratages et d'assurer un contrôle et un filtrage de l'ensemble des flux véhiculés à travers le réseau MDJS dans tous les sens sur la base de la politique d'accès et de sécurité définie conjointement avec l'équipe MDJS.

iv. Routeurs

Le soumissionnaire doit proposer des routeurs performants, très avancés en termes de routage, supporte la fibre optique et de qualité de service permettant de router les flux entrant et sortant « Internet, Accès distant et VPN » et doit avoir les caractéristiques minimales suivantes :

- Type de châssis : 1U, 19''
- Disposer au moins des ports suivants :
 - 4 ports Gigabit Ethernet
 - 1 port RJ-11 pour DSL
 - 1 port fibre optique
 - Ports console de management
- RAM : 64 Mo.
- Protocoles de routage dynamiques : RIPv1 et RIPv2.
- Protocoles : ATM, PPPoA, PPPoE.
- Support du protocole DHCP : serveur, relais, client.
- De technologie IP Statefull Inspection : décision de filtrage entrant et sortant en fonction des états de toutes les connexions (TCP, UDP, etc.).
- Traduction d'adresses de réseau NAT et de port PAT.
- Supporte les protocoles de cryptage : IPSec pass-through, PPTP pass-through, L2TP pass-through.
- Gestion de la qualité de service avancée QoS : WeightedFair Queuing (WFQ), Policy Based Routing (PBR).
- Filtrage de tous types de flux entrants et sortants : Telnet, FTP, TFTP, SMTP, SNMP, POP3, HTTP, H323, Vidéo.
- Support des protocoles d'authentification : TACACS+, RADIUS.
- Authentification, Autorisation et Accounting.
- Doté d'une interface d'administration moderne (Interface ligne de commande et Web, conviviale et sécurisée).
- Disposer d'une dernière version d'IOS software avec possibilité d'Upgrade
- La solution devra figurer parmi les leaders dans le dernier Gartner.
- Quantité : 03
- Garantie 3 ans

Le soumissionnaire est appelé à proposer des scénarios ou des mécanismes de renforcements des liaisons Internet le basculement et la réparation de charge entre les lignes Internet en cas de problème de façon à obtenir une meilleure gestion de la bande passante avec une meilleure qualité de service QOS (**Quality of Service**) pour les utilisateurs.

v. Système de Firewalling

- L'architecture cible est basée sur un système de firewalling en architecture Dos à Dos. Les deux étages de firewalling proposés devront être de technologies différentes.
- Le déploiement des deux étages de firewalling doit permettre d'éviter et de contrecarrer toutes les éventuelles attaques, tentatives d'intrusions, de piratages et d'assurer un contrôle et un filtrage de l'ensemble des flux véhiculés à travers le réseau MDJS dans tous les sens sur la base de la politique d'accès et de sécurité définie conjointement avec l'équipe MDJS.



- Le système de firewalling proposé doit fournir les meilleures performances de contrôle, de sécurité, de reporting et de qualité de service pour l'ensemble de l'architecture cible et doit tenir compte des exigences de compatibilité et d'intégration avec l'architecture existante.

1. Firewall Front Office

Le soumissionnaire devra proposer deux UTM's figurant parmi les leaders dans le dernier Gartner UTM et réussir un score minimal de 90% au niveau du dernier NSS Lab des Firewalls et ayant les fonctions et caractéristiques suivantes :

Firewall :

- Solution firewall permettant la création de règles de sécurité granulaires à base d'adresse IP, nom d'utilisateur ou type d'équipement (PC, téléphone ou tablette)
- Translation d'adresses NAT, PAT et translation d'adresses NAT à base de règles
- Installation en mode Routage ou mode transparent
- Protocole de routage (RIP, OSPF, BGP, Multicast)
- Domaines virtuels
- Tagging VLAN (802.1Q)

VPN :

- Support du VPN IPSec et SSL
- Chiffrement DES, 3DES et AES
- Authentification SHA-1/MD5
- Authentification par certificat IKE (v1 & v2)
- IPSec NAT-T
- Détection des Dead Peers
- Favoris Single Sign-On sur SSL
- Authentification SSL à deux facteurs et par groupe LDAP

IPS et contrôle applicatif & WEB :

- Protection contre les intrusions
- Gestion des anomalies des protocoles
- Signatures personnalisables
- Mise à jour automatique des bases d'attaques
- Inspection SSL
- Identification et contrôle de des applications et des outils de messagerie et P2P, quel que soit le port ou le protocole utilisé
- Identification et contrôle de des catégories d'URL et des Siteweb

Antivirus

- Antispyware et prévention sur : HTTP/HTTPS, SMTP/SMTPS, POP3/POP3S, IMAP/IMAPS, FTP, CIFS, MAPI et Messagerie Instantanée
- Base de réputation des IP des Botnet
- Détection heuristique à base de comportement
- Mises à jour en temps réel et périodiques
- Proxy SSH

Authentification des utilisateurs :

- Base de données en local ou intégration avec Active Directory (AD) ou RADIUS/LDAP externes
- Authentification par groupe LDAP
- Possibilité de gestion des tokens pour l'authentification Forte

Administration et reporting :

- Administration de l'UTM via Interface Web (HTTP/HTTPS)
- Administration de l'UTM via Interface de lignes de commande par Console (RS-232) ou à distance via Telnet / SSH,
- Interface Web multilingue supportant le français
- Différents niveaux administrateur et utilisateur
- Log d'événements en local ou vers un serveur Syslog/WELF distant
- Statistiques sur la réputation des utilisateurs
- Surveillance des tunnels VPN
- Tableau de bord en temps réel ou historique
- Compatible SNMP
- Notification par email des virus et attaques

Performances matérielles :

- Performances pare-feu (UDP, 1518/512/64 octets) : 3 Gbps
- Nombre de sessions simultanées : 2 000 000
- Nouvelles sessions par seconde : 75 000
- Performances VPN IPSec : 1.2 Gbps
- Performances VPN SSL : 400 Mbps
- Nombre d'utilisateurs de VPN sur SSL en simultané : 300
- Performances IPS (http) : 1,7 Gbps
- Nombre d'utilisateurs par licence : illimité
- Interfaces réseau : 18 interfaces 10/100/1000
- Disque dure interne : 64 GB
- Haute disponibilité Actif/Actif et Actif/Passif

Maintenance

- 03 ans de garantie pièces et main d'œuvre sur site
- 03 ans de licences, support et de mises à jour automatique à partir du site de l'éditeur.
- Quantité : 02

2. Firewall Back Office

Le soumissionnaire doit proposer des firewalls nouvelle génération de marque différente des firewalls du premier étage, reconnue et leader dans le Magic Quadrant for Enterprise Network Firewalls de Gartner ayant les fonctionnalités minimales ci-dessous :

Performances

- Débit Firewall (Stateful + Applicatif) : 250 Mbps



- Débit Prévention contre les menaces (AV, IPS, 0-day, antispyware) – toutes les fonctions activées : 100 Mbps
- Débit VPN IPSec (Gbps) : 50 Mbps
- Nombre de sessions maximal : 64 000
- Nouvelles sessions par seconde : 7 500
- Nombre d'utilisateurs : Illimité
- Data Plane et Management plane dissociés : Oui

Spécifications matérielles

- Ports Data : 8 x 10/100/1000
- Ports de management : 1 x 10/100/1000 out-of-band, 1 x RJ-45 port console
- Disque local : 160 GB

Réseau, Routage et QoS

- Mode de fonctionnement : Transparent L2, route L3, TAP
- DHCP : Serveur DHCP, Relay DHCP
- Nat Statique : Oui
- Redirection de ports en fonction du port destination(PAT) : Oui
- Nat Dynamique : oui
- Routage statique : oui
- Routage dynamique : RIP, OSPF et BGP
- Routage en fonction de la source et/ou de l'application (PBR) : oui/oui
- Garantie/limitation de bande passante : Par utilisateur, par Groupe, par Vlan, par adresse IP, par protocole, par interface, par application
- Priorisation des flux : Oui
- Gestion Multi-Link internet : Oui
- Gestion des Sessions : Purge automatique des sessions

Firewall

- Stateful inspection : oui
- Firewall utilisateur, Firewall applicatif : oui
- Filtrage par zones de sécurité : Oui
- Nombre de zones de sécurité : 40
- Programmation horaire par règle : Oui
- Nombre de règles supportées (Politique nouvelle génération) : 2500
- Support du filtrage de données : Oui, contextuel à l'application
- Types de fichiers supportés : doc, docx, gzip, ppt, pptx, text/html, xls, xlsx, zip
- QoS : Oui, contextuelle à l'application
- Marquage DSCP : Oui, par règle de sécurité de nouvelle génération

Déchiffrement SSL/SSH

- Déchiffrement SSL/SSH
- Détection des données non chiffrées dans une communication SSL : Oui
- Détection des flux encapsulés dans une communication SSH : Oui
- Détection des certificats invalides : Oui
- Niveau de chiffrement minimum imposé entre le client et le serveur : Oui



- Détection d'une modification du niveau de chiffrement dans une communication déjà établie : Oui

VPN

- Ipsec VPN / accélération hardware : oui/oui
- 3DES, AES, Blowfish / MD5, SHA1, SHA2 : Oui/oui
- IPSec NAT Traversal – Dead Peer Detection : Oui
- Nombre de Licences Client VPN IPsec : Illimité
- Nombre de Licences Client VPN SSL : Illimité (client on-demand)
- Tunnels VPN site à client : 1000
- Tunnels VPN site à site : 1000

Haute Disponibilité

- Active / Active et Active/Passive : Oui
- Synchronisation des sessions / utilisateurs : Oui
- Redondances de liens WAN/Modem : Oui

Maintenance

- 03 ans de garantie pièces et main d'œuvre sur site
- 03 ans de licences, support et de mises à jour automatique à partir du site de l'éditeur.
- Quantité : 02

vi. Cluster Switchs fédérateur

Le soumissionnaire devra proposer deux switchs en cluster en mode actif/actif d'une marque reconnue et leader dans le dernier Gartner.

Les spécifications techniques minimales des Switchs proposés sont :

- 24 RJ-45 autosensing 10/100/1000 ports
- 4 fixed Gigabit Ethernet SFP+ ports
- 1 module slots
- 2 power supply slots
- Performance de débit : 150 Mpps
- Performance de 168 Gbps
- Supportant le routage statique
- Supportant le VLAN
- Table de routage : 4000 en (IPv4)
- MAC adresse table : 30.000
- Stackable
- 03 ans de garantie pièces et main d'œuvre sur site
- 03 ans de licences, support et de mises à jour automatique à partir du site de l'éditeur.
- Quantité : 02

vii. Switchs



Le soumissionnaire devra proposer des switches d'une marque reconnue et leader dans le dernier Magic Quadrant for Enterprise Network de Gartner.

Les spécifications techniques minimales des Switchs proposés sont :

- 24 RJ-45 autosensing 10/100/1000 ports
- 4 fixed Gigabit Ethernet SFP ports
- Performance de débit : 40 Mpps
- Performance de 56 Gbps
- Supportant le VLAN
- MAC address table : 8.000
- 03 ans de garantie pièces et main d'œuvre sur site.
- Quantité : 03.

viii. Solution Wifi

Le soumissionnaire devra proposer huit (8) points d'accès wifi avec des alimentations dédiées ainsi que des contrôleurs de gestion de la solution WIFI en mode Actif/Actif pour la haute disponibilité.

La solution WIFI doit être de la nouvelle génération de marque reconnue et leader dans le Magic Quadrant for Enterprise Network de Gartner ayant les fonctionnalités minimales ci-dessous :

Les points d'accès devront offrir les fonctionnalités suivantes :

- Maximum TX Power en 2.4 et 5 : 20 dBm
- Antennes : 2 Dual-Band Antennes, 3 dBi pour chaque antenne
- Wi-Fi Standards : 802.11 a/b/g/n/ac
- 2x2 MIMO
- Wireless Security : WEP, WPA-PSK, WPA-Enterprise (WPA/WPA2, TKIP/AES)
- BSSID : jusqu'à 4 par Radio
- Gestion de trafic avancée :
 - VLAN : 802.1Q
 - QoS : Par utilisateur
 - Isolation du trafic Guest
 - Concurrent Clients plus de 200
- Des appliances du Contrôleur WI-FI
- 03 ans de garantie pièces et main d'œuvre sur site
- Quantité : 8 points d'accès
- Quantité : 2 contrôleurs.

4. Étude préliminaire

Cette première phase permettra au prestataire de bien comprendre :

- Le contexte de l'environnement informatique et technique de la MDJS.
- Les besoins concrets et attentes du projet en partant sur des spécifications du présent cahier de charge.
- Le parc informatique existant
- L'environnement technique d'exploitation.
- La vision de l'évolution des besoins à court et moyen terme.

- Cette phase permettra aussi d'identifier les documents ou informations que la MDJS devra préparer pour les besoins de la réalisation de la phase suivante.

Livrables : Rapport d'étude préliminaire.

5. Implémentation et configuration

Le prestataire implémentera la solution sur l'environnement de production et assurera dans ce cadre les prestations suivantes :

- Préparation de l'environnement matériel et logiciel.
- Installation des différentes composantes.
- Configuration des différentes composantes.

Livrables :

- **Documentation d'installation et de configuration de toutes les composantes.**
- **Rapport d'implémentation listant les composantes installées et les configurations réalisées.**
- **Documentation du schéma globale de l'architecture réseau avec le détail du câblage et d'adressage.**
- **CD des sauvegardes des configurations des équipements installés.**
- **Document d'exploitation et d'administration de tous les équipements installés.**

Le soumissionnaire doit inclure dans son dossier de réponse les prestations nécessaires à l'installation, au montage, à la mise en marche ainsi qu'aux configurations de base nécessaires pour le bon fonctionnement de la solution selon les besoins de la MDJS et les prescriptions mentionnées dans le présent cahier des prescriptions spéciales. Il est aussi amené à proposer toute autre prestation, arrangement, module ou configuration nécessaire à la réalisation de cette phase dans les meilleures conditions.

6. Transfert de compétence

Le soumissionnaire doit assurer un transfert de compétences pratique au profit des équipes internes de la MDJS sur les différentes fonctionnalités de chaque composante pour pouvoir utiliser, administrer et maintenir la solution globale dans les meilleures conditions.

Cette prestation couvrira les modules suivants :

- Administration et Maintenance des routeurs.
- Administration et Maintenance des firewalls.
- Administration et Maintenance Les switches.
- Administration et Maintenance de la solution Wifi

Livrables :

- **Supports de cours de formation en papier format A4 et en CD en trois exemplaires.**

- **Bilan de la formation comprenant : Un rapport sur l'assiduité, les évaluations des participants à la formation et l'évaluation du prestataire en trois exemplaires.**

7. Tests du maître d'ouvrage

Après la réalisation de la formation et sur la base d'un plan de test fourni par le prestataire, l'équipe désignée par la MDJS procédera aux tests pour vérifier le bon fonctionnement de la solution dans sa globalité et sa conformité aux besoins exprimés dans le présent cahier de prescriptions spéciales.

Livrables :

- **Plans de test.**

8. Mise en production

Cette phase consiste à mettre en service la solution globale mise en place. Son début d'exploitation permettra de déceler quelques faiblesses ou défaillances, qui devront être corrigées lors de cette phase.

Livrables :

- **Rapport de mise en production**

9. Maintenance pendant les phases de mise en œuvre et durant la période de garantie

Durant les phases de mise en œuvre et tout au long de la période de garantie, le prestataire assure un service de maintenance de qualité, pour tous les livrables et prestations qu'il a réalisées, avec une réactivité acceptable. Ainsi, le prestataire s'engage à intervenir dans les 04 (Quatre) heures qui suivent la demande de la MDJS. La durée d'intervention pour la correction des anomalies ne doit pas dépasser 24 heures.

Le prestataire devra mettre à la disposition de la MDJS un numéro de téléphone, Email et un numéro de fax, et cela 24 heures / 24 heures et 7 jours / 7 jours.

Le Prestataire s'engage à réaliser, au profit de la MDJS, les prestations ci-après :

- Le rétablissement de la conformité des matériels aux spécifications annoncées dans la documentation technique en intervenant sur ou en corrigeant et mettant à jour la documentation.
- L'entretien préventif c'est à dire le contrôle périodique et le maintien du bon état technique de fonctionnement des équipements et dispositifs sans exception.
- L'entretien préventif sera exécuté par le Prestataire selon le jour et l'horaire convenus d'un commun accord à raison d'une journée au minimum par trimestre et par site installé. Toutefois, la durée de cette intervention pourra être portée, sans facturation supplémentaire, à plus d'une journée dans le cas des opérations spéciales telles que la mise à niveau technique du matériel et des opérations correctives programmables sur incident.
- Si le temps prévu pour l'entretien préventif venait à être dépassé, le Prestataire s'engage à opérer en dehors de l'horaire normal et ce, sans facturation supplémentaire. L'entretien

préventif comprend les mises au point nécessaires et le remplacement des pièces hors d'usage.

- L'exécution de toutes les réparations, remplacements et mises au point nécessaires pour assurer le bon fonctionnement des équipements et dispositifs.
- Les modifications décidées par les services d'études du Prestataire en accord avec la MDJS visant une amélioration du niveau technologique et des performances des matériels et dispositifs installés.
- La mise à la disposition de la MDJS, sur appel (téléphonique, Email ou fax), d'un service d'entretien qui comprend le dépannage et, éventuellement la réparation ou le remplacement et la mise au point des pièces défectueuses, usées ou cassées à la suite de l'usage du matériel conformément aux règles d'utilisation communiquées par le Prestataire. Les pièces dont l'échange serait nécessaire seront remplacées par des pièces neuves équivalentes.

8

7

Bordereau des Prix

Réf	Désignation	quantité	PU HT	PT HT
	Composante Matériel Prestations de mise en œuvre <ul style="list-style-type: none"> • Câblage et installation • Paramétrage • Formation • Documentation Garantie 			
	Total HT			
	TVA			
	Prix TTC			

Offre de maintenance (à l'issue de la garantie) :

1 7

MARCHE N°...../...../.....

OBJET :.....
.....
.....

POUR UN MONTANT DE (*en chiffres et en lettres*) :.....
.....

PRESENTE PAR :

A....., LE :...../...../.....

LU ET ACCEPTE PAR :

(Le fournisseur)

LE MAITRE D'OUVRAGE :

A....., LE :...../...../.....

A....., LE :...../...../.....

Annexes

ANNEXE 1 : ACTE D'ENGAGEMENT

A - Partie réservée à l'Administration

Appel d'offres ouvert sur offres des prix n° 01/2018.

Date d'ouverture des plis du 01/03/2018 à 10H00

Heures.

Objet du marché : Choix d'un prestataire pour l'installation d'un logiciel de gestion de temps de présence.

Passé en application de l'alinéa 2, § 2 de l'article 19 et l'alinéa3, § 3 de l'article 20 du règlement relatif aux conditions et formes de passation des marchés de la Marocaine des Jeux et des Sports ainsi que certaines dispositions relatives à leur contrôle et à leur gestion.

B – Partie réservée au candidat

a) Pour les personnes physiques

Je (1), soussigné :.....(Prénom, nom et qualité)

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS sous le n° :.....(2)

Inscrit au registre du commerce de(localité) sous le n°(2)

N° de patente(2)

b) Pour les personnes morales

Je (1), soussigné.....(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise agissant au nom et pour le compte de(raison sociale et forme juridique de la société)

Au capital de :

Adresse du siège sociale de la société.....

Adresse du domicile élu

Affilié à la CNSS sous le n° :.....(2)

Inscrite au registre du commerce(localité) sous le n°(2)

N° de patente(2)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) remets, revêtu (s) de ma signature (un bordereau de prix et un détail estimatif ou la décomposition du montant global) établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;

2) m'engager à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :

- Montant hors TVA : (en lettres et en chiffres)

- Montant de la TVA (taux en %).....(en lettres et en chiffres)

- Montant TVA comprise.....(en lettres et en chiffre)

L'organisme se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte(à la trésorerie général, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à(localité), sous le numéro.....

Fait àle

(signature et cachet du candidat)

(1) lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :

- a) mettre " Nous soussigné nous obligeons conjointement – solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;
- b) ajouter l'alinéa suivant " désignons.....(prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du programme "

(2) ces mentions ne concernent pas les administrations publiques, les personnes morales de droit public autre que l'état et les candidats non installés au Maroc.

(3) En cas d'appels d'offres au rabais, cet alinéa doit être remplacé par ce qui suit :

« M'engage à exécuter les dites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales, moyennant un rabais (ou une majoration) de(.....) (en lettres et en chiffres), sur le bordereau des prix-détail estimatif ».

(4) En cas de concours, les alinéa a) et b) doivent être remplacé par ce qui suit :

« M'engage, si le projet, présenté par.....(moi ou notre société) pour l'exécution des prestations précisées en objet du A ci-dessus et joint au présent acte d'engagement , est choisi par la maître d'ouvrage, à ,exécuter les dites prestations conformément aux conditions des pièces produites par(moi ou notre société) , en exécution du programme du concours et moyennant les prix établis par moi-même dans le bordereau des prix-détail estimatif – ou décomposition du montant global) que j'ai dressé,

après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et la difficulté des prestations à exécuter , dont j'ai arrêté :

- Montant hors TVA : (en lettres et en chiffres)
- montant de la TVA (taux en %).....(en lettres et en chiffres)
- montant TVA comprise.....(en lettres et en chiffres)

« Je m'engage à terminer les prestations dans un délai de

« Je m'engage, si l'une des primes prévues dans le programme du concours est attribué à mon projet, à me conformer aux stipulations du dit programme relatives aux droits que se réserve la maître

d'ouvrage sur les projets primés (cet alinéa est à supprimer si le maître d'ouvrage ne se réserve aucun droit sur les projets primés) »

ANNEXE 2 : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

Je, soussigné.....(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

agissant au nom et pour le compte de (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de :
.....

Adresse du siège sociale de la société.....

Adresse du domicile élu

Affilié à la CNSS sous le n° :.....(1)

Inscrite au registre du commerce(localité) sous le n°(1)

N° de patente(1)

N° de compte bancaireBanque.....Agence.....

Déclare sur l'honneur :

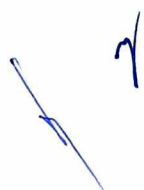
- 1- M'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une Police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 2- Que je remplit les conditions prévues à l'article 25 du règlement relatif aux Conditions et formes de passation des marchés pour la Marocaine des Jeux et des Sports ;
- 3- M'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance, que celle-ci ne peut porter sur la totalité du marché ; et m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 25.

Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur.

Je reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 27 du règlement précité, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait àle

Signature et cachet du candidat (2)



(1) : Ces mentions ne concernent pas les candidats non installés au Maroc

(2) : En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.